



Toulon, le 15 novembre 2013

**Monsieur Benoit LOUTREL**  
**Directeur Général de l'ARCEP**  
7, Square Max Hymans  
75730 PARIS Cedex 15

Objet : Consultation publique pour le projet de décision de l'ARCEP modifiant la liste des communes zones très denses

PJ : Rapport - Contribution pour le territoire de la Communauté d'Agglomération de Toulon Provence Méditerranée

Monsieur le Directeur Général,

Dans le cadre de la consultation publique sur le projet de décision de l'ARCEP modifiant la liste des communes des zones très denses, je vous remercie de prendre connaissance du rapport des services chargés de l'aménagement numérique au sein du Conseil Général et de la Communauté d'Agglomération.

A travers la question du déploiement de fibres optiques (technologie FTTH) dans les poches de basse densité de la Communauté d'Agglomération, ce rapport aborde la question de la prise en compte des initiatives publiques aux côtés des initiatives privées afin d'œuvrer pour un développement numérique territorialement acceptable par les citoyens.

Espérant que la contribution commune de la Communauté d'Agglomération et du Conseil Général permettra de faire progresser les processus de déploiements de fibre optique en France, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur Général, à l'assurance de notre parfaite considération.

Horace LANFRANCHI

Président du Conseil Général du Var

Hubert FALCO

Président de la Communauté d'Agglomération  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre

## **CONTRIBUTION SUR LA MODIFICATION DE LA LISTE DES COMMUNES DE LA ZONE TRÈS DENSE**

### **- Contexte territorial des communes de Saint-Mandrier-sur-Mer et de Toulon**

Toulon et Saint-Mandrier-sur-Mer ont été classées en 2009 dans la Zone Très Dense parmi 148 villes françaises. Toulon est la « ville centre » de la Communauté d'Agglomération Toulon Provence Méditerranée qui regroupe 12 communes du Var dont Saint-Mandrier-sur-Mer.

Le calendrier prévisionnel de déploiement d'une Boucle Locale Optique Mutualisée (BLOM) par SFR-Orange sur le territoire de TPM dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intention d'Investissement s'étend jusqu'en 2020, laissant les communes moins denses et les poches de basse densité de la Zone Très Dense dans une situation de fracture numérique programmée.

En réponse aux enjeux économiques du très haut débit identifiés par la Communauté d'Agglomération, l'ensemble des communes du territoire de TPM est désormais équipé d'un réseau de type Boucle Locale Optique Dédiée (BLOD) adressé aux entreprises et sites publics.

### **- Situation de Saint-Mandrier-Sur-Mer**

La ville accueille le Centre d'Instruction Navale de la Marine Nationale qui couvre un quart de son territoire. La population militaire travaillant ou résidant sur ce site a été comptabilisée dans les chiffres de l'INSEE faussant ainsi le résultat des dépouillements statistiques. Bien que regroupant à peine plus de 5000 habitants sur cette presqu'île, la ville est entrée dans la liste des grandes cités urbaines aux côtés de Toulon, Marseille, Cannes ou Nice tout en présentant une caractéristique de village touristique et maritime.

Grâce au projet de décision sur la modification de la liste des communes des zones très denses, la ville de Saint-Mandrier-sur-Mer, constituée intégralement de poches de basse densité, sera prochainement sortie de cette liste. Ce changement de statut permet aux opérateurs privés comme aux collectivités d'appliquer les règles en vigueur hors zones très denses.

### **- Situation de Toulon**

Toulon s'étend sur 43 km<sup>2</sup> depuis la mer jusqu'au nord du Mont Faron qui constitue une barrière géologique marquée entre les quartiers urbains et la zone d'habitat diffus. La ville accueille la base militaire de la Marine Nationale qui représente une grande partie de son activité économique.

En matière de haut débit, les évolutions des réseaux de télécommunication ont nécessité la création par la Communauté d'Agglomération de deux nœuds de raccordement d'abonnés en zone d'ombre sur la commune de Toulon qui, jusqu'en 2010, regroupait encore 53 lignes blanches et 461 lignes grises malgré une couverture ADSL du Var évaluée à 99,8%.

En matière de très haut débit, la Commune est couverte partiellement par un réseau FTTLA de Numéricâble et deux réseaux FTTH (Orange et SFR). Hormis les sites publics et les zones d'activités qui sont desservis par le RIP de type BLOD de la Communauté d'Agglomération, une partie de la zone très dense et la totalité des poches de basse densité ne bénéficient d'aucun déploiement FTTH.

Alors que TPM est intervenu sur le Haut Débit et le Très Haut Débit pour lutter contre la fracture numérique, il est regrettable que cette cohésion territoriale retrouvée soit à nouveau mise à mal par les opérateurs du très haut débit en application d'une régulation pointue d'un point de vue technico-économique mais trop imprécise d'un point de vue territorial.

- Avenir des territoires hors zone très dense de ces deux communes

La réglementation actuelle et le Plan France Très Haut Débit ne permettent pas de traiter le cas des poches de basse densité de ces deux communes au cœur de la zone AMII.

L'éventualité d'un nouvel appel à manifestation d'intention d'investissement des opérateurs FTTH pour déployer des réseaux sur les poches de basse densité de Saint-Mandrier-sur-Mer ne règlera pas le cas des poches de basse densité de Toulon et ne ferait que retarder encore les possibilités d'initiatives publiques.

En effet, le choix de favoriser la concurrence par les infrastructures incite les investisseurs privés à déployer des réseaux parallèles sur les quartiers très denses offrant une bonne rentabilité à court terme. Ainsi, dans la plupart des cas, les logements bénéficiant d'offres triple play voient leurs services progresser vers le Très Haut Débit pendant que leurs voisins situés à quelques kilomètres ne peuvent accéder qu'à des offres ADSL 2Mb/s, voire aucun service ADSL, compte tenu de la structure parfois peu optimale du réseau de l'opérateur historique, au regard de l'urbanisation récente du territoire.

Il serait donc préférable que la situation de ces territoires soit traitée dans le cadre du SDTAN dont l'une des fonctions est précisément de décliner les dispositifs nationaux dans les territoires dans le cadre d'un dialogue entre les opérateurs et les collectivités.

- Vers un réseau d'initiatives mutualisées intégrant les réalités des territoires

Le maintien de la Commune de Toulon dans la liste des zones très denses, bien que cohérent avec les critères retenus par l'ARCEP pour l'établir, ne permet pas de résoudre le cas des poches de basse densité en raison du choix de la maille géographique communale (page 15 du projet de décision) confirmé pour des motifs éloignés des préoccupations de l'Aménagement Numérique du territoire (taille critique et lisibilité commerciale).

La situation révélée par la sortie de la zone très dense de la ville de Saint-Mandrier-sur-Mer montre la nécessité d'assortir la réglementation actuelle d'une approche locale donnant toutes les chances au territoire d'asseoir un développement cohérent et équitable en associant les intentions publiques et privées.

C'est précisément l'objet des SDTAN que de donner aux territoires la visibilité sur leur devenir numérique en application de la réglementation, des enjeux pour le territoire et des initiatives privées.

Le déploiement de la Fibre Optique jusque dans les foyers pourrait être favorisé par une action commune privée et publique sur l'ensemble du territoire permettant de répartir les charges et les recettes dans un processus de péréquation entre les quartiers rentables et ceux ne présentant pas d'intérêt économique à moyen terme.

Sur les territoires disposant de Réseau d'Initiative Publique, il s'agirait donc d'adapter la réglementation pour intégrer ces spécificités territoriales dans un objectif d'optimisation des investissements, qu'ils soient publics ou privés.